

L'Union monétaire européenne face à la crise

Journée d'économie politique
Lausanne, 16 novembre 2011

**Tels un troupeau
de lemmings...**



La crise a essentiellement pour origine

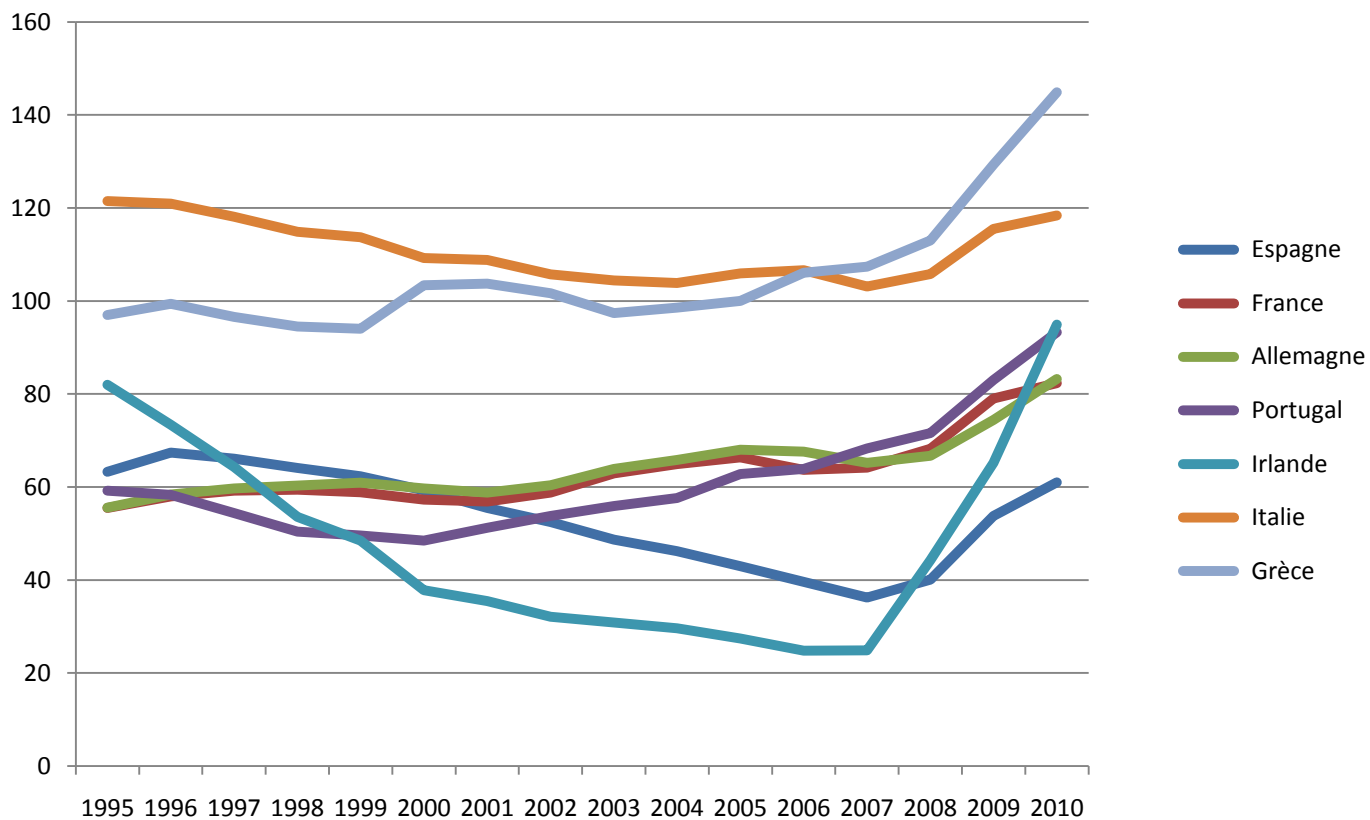
- Une défiance généralisée (et nouvelle) face à l'endettement public
- Endettement public dû lui-même à une propension (ancienne) aux déficits
- Déficit encourus par suite, notamment,
 - de politiques fortement redistributrices mais «sous-financées» par l'impôt
 - du jeu des stabilisateurs automatiques en phase de récession
 - du bas niveau des taux d'intérêt pratiqués après chaque «krach» (cf. crise des S&L, éclatement de la bulle Internet, LTCM, etc.)
- En fait, il faudrait même remonter jusqu'au New Deal et à la volonté des Etats-Unis de favoriser l'accès à la propriété (cf. notamment Fannie Mae et Freddie Mac)
- A quoi s'ajoutent les premiers effets du «papy boom» sur les systèmes de retraites

Cet excès d'endettement a finalement conduit à une réaction de rejet, et enclenché un phénomène de désendettement («deleveraging»)

La situation s'est visiblement dégradée à partir de la crise des subprime, si l'on en juge par la brusque aggravation de l'endettement dans la plupart des pays...

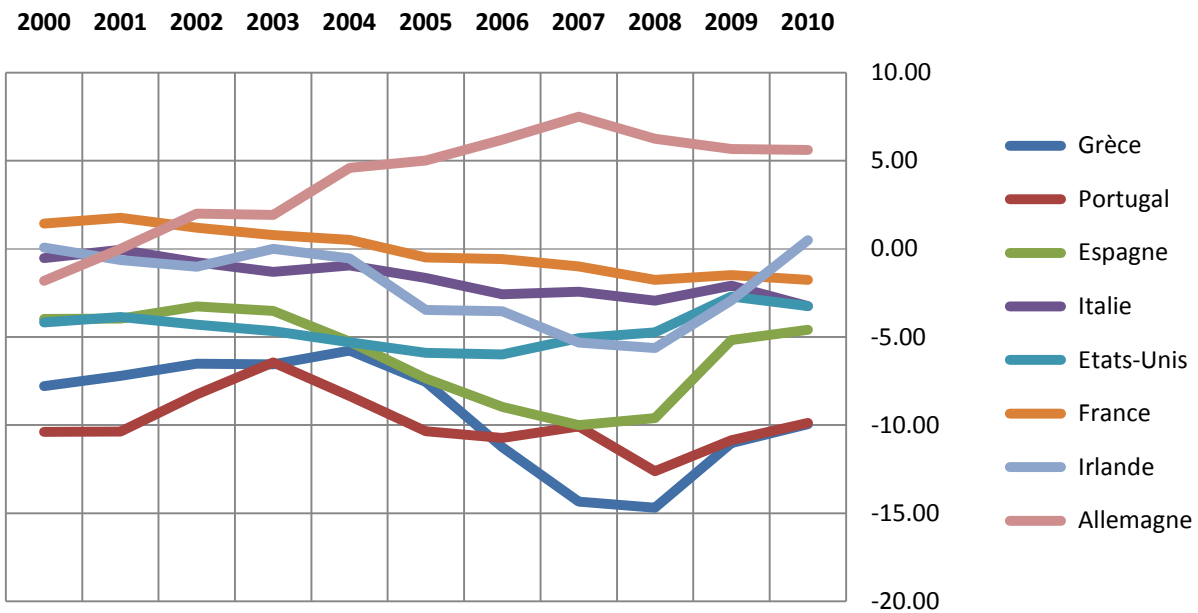
(Graphiques construits à partir de données extraites de l'OCDE, d'Eurostat et des sites gouvernementaux américains)

Dette publique brute, en % du PIB



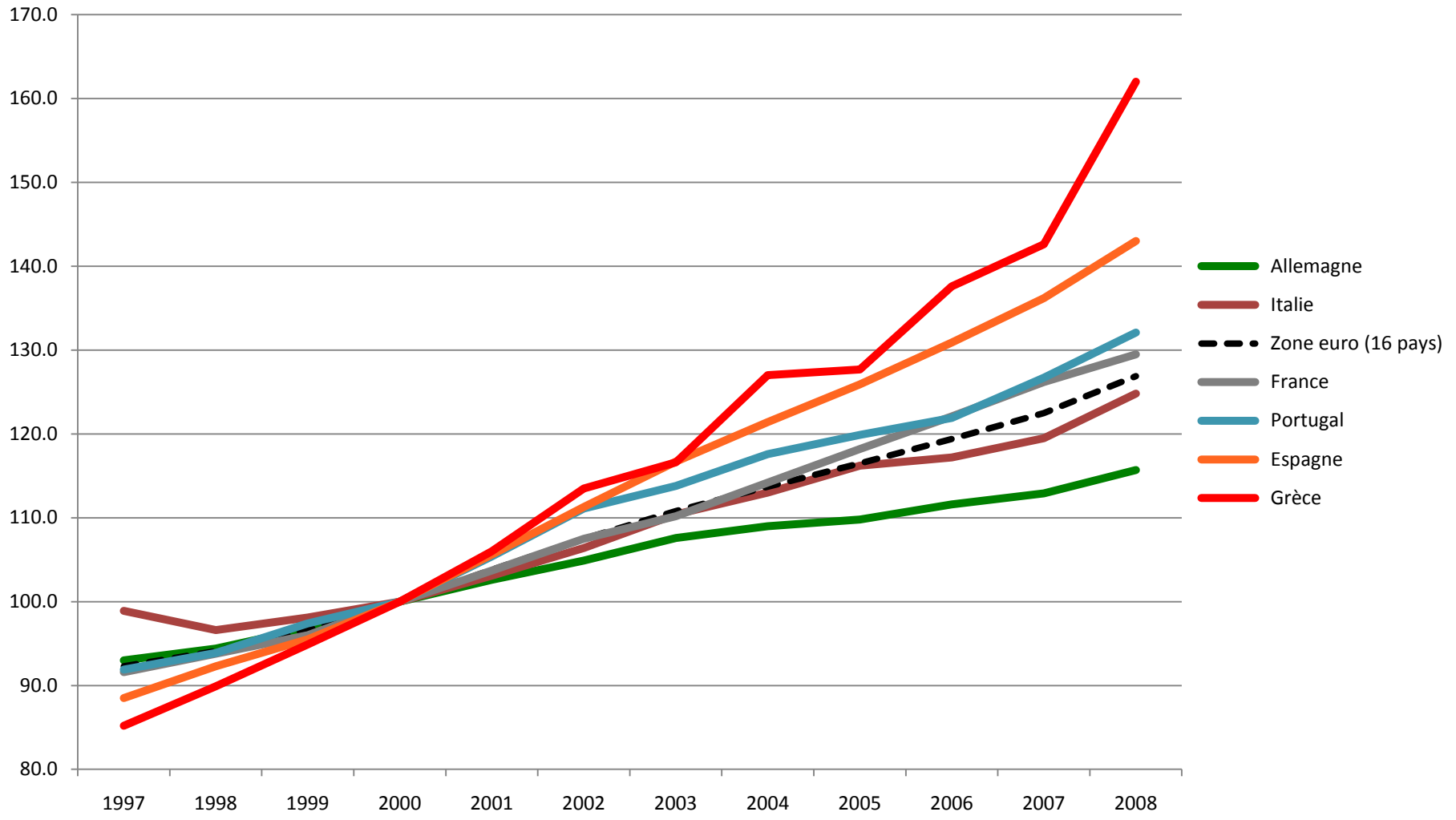
Que certains pays soient plus touchés que d'autres s'explique par des tendances sous-jacentes («faiblesses structurelles») qui ressortent en particulier de l'évolution de leur balance des paiements courants:

Balance courante en % du PIB



Ces pays souffrent manifestement d'une érosion de leur compétitivité, qu'il ne leur est plus possible de compenser par la dévaluation de leur monnaie (pays de la zone euro!)

Indice du coût de la main d'oeuvre, valeur nominale (2000 = 100)



Comment remédier à ces déséquilibres ?

L'instrument (nécessaire) de la politique budgétaire, qui ferait défaut à l'UE, n'y est pas aussi inexistant que l'on croit:

Budget de l'UE à 27: 1,09 % du PIB

Péréquation interétatique via budget UE: 0,39% du PIB

(chiffres de 2008)

Budget de la Confédération: 11,01 % du PIB

Péréquation via budget fédéral (RPT): 0,46% du PIB

(chiffres de 2008)

Mais:

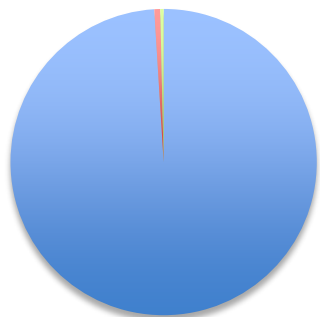
Budget fédéral américain: 20,29% du PIB

Péréquation interétatique: 3,11% du PIB

(chiffres de 1999)

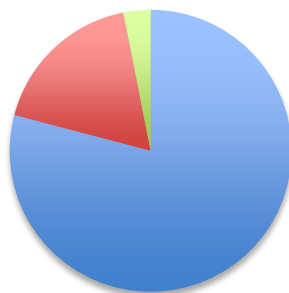
(Sources des données: Vie économique, Département fédéral des finances, Eurostat, Federal Reserve Bank of St. Louis, Wikipedia, etc.)

Union Européenne



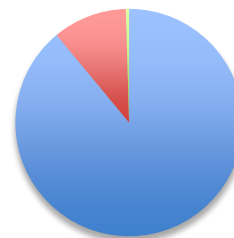
- PIB hors budget central
- Budget central hors péréquation
- Péréquation

Etats-Unis



- PIB hors budget central
- Budget central hors péréquation
- Péréquation

Confédération suisse



- PIB hors budget central
- Budget central hors péréquation
- Péréquation

La solution passe visiblement par une plus forte intégration des instruments de politique économique (politique budgétaire ou «fiscale»), par une harmonisation des réglementations en matière de droit du travail, donc

par des abandons de souveraineté !

...y est-on prêt ?

... s'y prépare-t-on ?

PS. La Suisse offre-t-elle un bon modèle ? (principe de subsidiarité, forte autonomie cantonale/communale, multiculturalité...). Mais que de temps a-t-il fallu pour y parvenir !!